

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement Occitanie
89 rue Wéber CS 52002
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 29/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CALCAIRES REGIONAUX

La Salle
13320 Bouc-Bel-Air

Références : -
Code AIOT : 0006600520

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement SOCIETE DES CALCAIRES REGIONAUX implanté LD SARCIN 30330 CONNAUX. L'inspection a été annoncée le 19/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et de la future cessation d'activité de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CALCAIRES REGIONAUX
- LD SARCIN 30330 CONNAUX

- Code AIOT : 0006600520
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 8 avril 2005 pour une durée de 20 ans. La carrière exploite du calcaire à ciel ouvert destiné aux chantiers de BTP alentours. A terme de l'échéance de l'autorisation d'exploitation de la carrière, l'installation sera transformée en site d'accueil de tri et stockage de matériaux inertes afin d'assurer une réutilisation d'une partie des matériaux réceptionnés à l'issue des opérations de tri, criblage et séparation.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Explosifs
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La carrière est en fin de vie, le chef de dépôt connaît très bien le site, le conducteur d'engin est conscient des enjeux environnementaux et il est très méticuleux sur la réception des apports extérieurs.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Front d'abattage & Exploitations à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6 & 14.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	REMISE EN ETAT ET CESSATION D'ACTIVITE	Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 3	Sans objet
2	CONSISTANCE S DES INSTALLATION S CLASSÉES	Arrêté Préfectoral du 11/05/2009, article 1.4	Sans objet
3	CONTENU	Arrêté Préfectoral du 04/04/2005,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	MINIMAL DE LA DOCUMENTATION	article 2.2.2	
4	LIMITATION DES REJETS AQUEUX (EAUX PLUVIALES)	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 3.8	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 2.1.8	Sans objet
8	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 1.10.1.2	Sans objet
9	Fuite accidentelle de liquides sur engins	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 10.2.5	Sans objet
10	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le stockage d'ADBlue, l'exploitant s'est engagé à régulariser la situation rapidement.
Concernant le respect des articles 11.6 & 14.1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994, l'exploitant doit fournir des justificatifs à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : REMISE EN ETAT ET CESSATION D'ACTIVITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Avancement remise en état
Prescription contrôlée : La SARL Société Les Calcaires Régionaux doit avoir remis en état l'installation et avoir réalisé une procédure de cessation d'activité au plus tard le 18 avril 2025 conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 du code de l'environnement et suivants, de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement et de l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral n° 05-033 du 8 avril 2005 susvisé.
Constats : L'exploitant déclare qu'il va continuer à réaliser de l'abattage à l'explosif jusqu'en novembre 2024, il va exploiter le "U inversé" situé au nord de la carrière. L'exploitant déclare qu'une procédure de cessation d'activité est engagée auprès d'un organisme agréé. Après l'arrêt de la carrière le remblaiement se poursuivra du sud vers la nord.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : CONSISTANCES DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2009, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, NGF
Prescription contrôlée : Épaisseur d'extraction maximale: 33m Côtes limites NGF d'extraction: 72mNGF
Constats : L'inspection a constaté que la côte d'extraction est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : CONTENU MINIMAL DE LA DOCUMENTATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 2.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : La documentation comprend au minimum [.....] L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux.
Constats : L'inspection a pu consulter un plan à jour où apparaissent des côtes d'altitude, les zones remises en état, la limite du périmètre ICPE. L'inspection a pu également consulter le suivi des retombées de poussières autour de la carrière de Connaux qui sont conformes (Édition juillet 2024 ETU-2024-088).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : LIMITATION DES REJETS AQUEUX (EAUX PLUVIALES)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement [.....] ne doit pas dépasser 100mg/Pt/l.
Constats : L'exploitant déclare que les eaux de ruissellement s'accumulent sur le carreau le plus bas, la carrière étant karstique ces eaux s'infiltrant quasiment immédiatement, ainsi des analyses ne sont

pas possibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 2.1.8
Thème(s) : Situation administrative, Contrôles
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations(démarrage et arrêt, fonctionnement normal et entretien) doivent être obligatoirement établies par écrit et mises à disposition des opérateurs concernés. Elles doivent comporter explicitement les différents contrôles à effectuer de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent article.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les dossiers de prescriptions concernant les concasseurs et broyeurs, les convoyeurs à bandes et les cribles et scalpeurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, ADBlue
Prescription contrôlée : I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres. III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
Constats : Les produits stockés sous le shelter d'exploitation sont sur un bac de rétention. En extérieur l'inspection a constaté la présence de deux fûts d'ADBlue sur un bac de rétention qui semble être saturé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fait vider et nettoyer ce bac de rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Front d'abattage & Exploitations à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6 & 14.1
Thème(s) : Situation administrative, Hauteur du front & bande des 10 mètres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>11.6. - Front d'abattage. Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p> <p>14.1. Exploitations à ciel ouvert :Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection il a été constaté la présence de trous de mines à l'extrémité nord est du carreau 80 m NGF, si ce tir devait se réaliser, l'exploitant ne respecterait plus l'article 11.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Effectivement le front passerait d'environ 70 m Ngf à plus de 90 m Ngf. L'exploitant indique à l'inspection qu'il ne s'agit pas d'un front mais d'un ancien front retaluté. Par ailleurs et toujours si ce tir devait se réaliser l'exploitant n'a pas été en mesure de prouver qu'il respectait l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 concernant la bande des 10 mètres. Effectivement l'exploitant indique à l'inspection que la limite du périmètre ICPE se situe là où se trouvent les trous de mines.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précise le contexte lié à la présence de ces trous de mines et justifie la conformité aux articles 11.6 et 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, notamment par la fourniture de plans indiquant le positionnement des trous de mines, justifiant le respect de la bande des 10 mètres, et faisant apparaître le périmètre ICPE. Enfin l'implantation des talus doit être indiquée et</p>

leur stabilité justifiée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 1.10.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurisation du site
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le où les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : L'inspection a pu constater lors d'une ronde à l'extérieur de l'ICPE que les accès ouest, nord et est sont protégés par des merlons.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Fuite accidentelle de liquides sur engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 10.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Kit absorbant
Prescription contrôlée : Utilisation de produits absorbants
Constats : L'inspection a pu constater la présence d'un kit d'absorption dans la chargeuse présente sur le carreau de remblaiement sud.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3
Thème(s) : Risques accidentels, Enrobés
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Constats :

L'inspection a pu réaliser 3 tests pak marker sur des morceaux d'enrobés situés au sud de la carrière, ces test se sont révélés négatifs à la présence de HAP.

Type de suites proposées : Sans suite